

**Nations unies - UNESCO - Discours
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, lors de la réception pour
la conférence générale**
(Paris, 06 novembre 2017)

Madame la Ministre,

Madame la Directrice générale,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation, comme à chaque conférence générale de l'UNESCO. C'est une tradition que je suis fier de poursuivre : elle permet à la France de réaffirmer l'importance que nous accordons à l'organisation. Qu'il s'agisse de culture, d'éducation ou de développement, chacune de ses missions permet de conforter la paix entre les peuples et la concorde au sein des sociétés ; son rôle dans l'approche globale des crises est, lui aussi, essentiel. Dans la période lourde d'incertitudes et de menaces que nous connaissons, alors que la coopération multilatérale connaît de nombreuses difficultés, en raison notamment du désengagement de certains États, il me semble important de rappeler de façon claire la confiance que la France place en son action. De rappeler également la conviction qui nous anime qu'il s'agit bien là d'une mission nécessaire et pleinement légitime.

Ce soir, c'est particulièrement à vous, Chère Irina, que mes remerciements s'adressent. Votre mandat se termine, après huit ans de travail à la tête de l'UNESCO, dans un contexte difficile, je ne l'ignore pas. Vous avez su prendre les décisions qui s'imposaient, pour permettre à l'organisation de poursuivre ses actions alors que ses ressources financières étaient fortement affectées. Mais vous avez su également défendre et réaffirmer ses priorités : la protection du patrimoine, l'éducation, la liberté d'expression et la liberté de la presse. Permettez-moi ici de vous rendre hommage pour votre engagement au service des valeurs de l'UNESCO.

Je salue également la présence de la directrice générale désignée par le Conseil exécutif, Audrey Azoulay. J'avais présenté la candidature d'Audrey Azoulay le 28 juin, ici même, et je suis particulièrement heureux de pouvoir aujourd'hui la féliciter pour le parcours accompli durant ces quelques mois.

J'ai conscience, comme vous tous, que le résultat de cette élection ne constitue pas une fin en

soi : il reconnaît certes l'engagement de la France au service de l'UNESCO, mais il marque avant tout le début du travail exigeant qui attend la nouvelle directrice générale. Elle aura notre plein soutien. La Conférence générale doit valider son élection le 10 novembre. Je souhaite que ce vote de confirmation soit le signe de l'appui franc et déterminé que, tous, nous souhaitons apporter au renouveau de l'UNESCO. Pour accomplir cette tâche et relever les défis que vous rencontrerez, vous pourrez compter, Chère Audrey, sur la présence active et chaleureuse de la France, tout comme vous aurez, je l'espère, l'aide de tous les États membres de l'organisation. Ce soutien s'inscrit naturellement dans la responsabilité que notre pays, État du Siècle, a toujours assumée vis-à-vis de l'organisation, et continuera à assumer dans les années à venir.

Le contexte difficile que connaît l'UNESCO ne doit pas nous détourner de nos objectifs. Pour relever les défis globaux du siècle en cours, l'organisation jouera un rôle de premier ordre au sein du système des Nations unies. L'UNESCO est utile, autant en situation de crise que pour consolider la paix et favoriser le dialogue des cultures, dans un monde où l'interdépendance généralisée ne suffit pas à assurer la compréhension des sociétés entre elles.

L'UNESCO est l'une des figures du multilatéralisme que la France veut promouvoir. L'éducation, la culture, le développement, le climat, tous ces sujets sont des biens communs ; c'est cette réalité qui fonde la légitimité de l'UNESCO, parce que ces biens communs exigent une action coordonnée sur le plan international que cette enceinte met justement en oeuvre. La France veut être à l'initiative pour que la pertinence de son mandat s'impose de manière évidente, qu'elle soit indiscutable, aussi bien pour les populations auxquelles son action est prioritairement destinée, que pour les autorités nationales qui prennent des décisions cruciales pour le fonctionnement de l'organisation.

À ce titre, la France partage avec l'UNESCO de nombreuses priorités ; que ce soit dans le domaine du climat et de l'environnement, que ce soit dans le domaine de l'éducation qui est la priorité française en matière de développement - comme l'a souligné à de nombreuses reprises le président de la République - et qui sera mise en valeur le 2 février 2018 lorsque la France organisera avec le Sénégal la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation.

Je veux aussi souligner l'importance cruciale que revêt l'éducation des femmes et des filles. Là aussi, nous rejoignons un axe majeur des missions de l'UNESCO puisque l'égalité des genres est une priorité transversale de l'organisation. Je sais, Chère Irina, que vous avez oeuvré sans relâche pour sa prise en compte.

La France est également très engagée dans le domaine de la protection du patrimoine, et notamment la protection du patrimoine sur les théâtres de crise. Contre la vision totalitaire de l'Histoire que tentent d'imposer les groupes terroristes, pour nous, la dignité de chaque femme et de chaque homme s'ancre dans une culture ; leur diversité forme un universel partagé, un bien commun de l'humanité. Avec la conférence internationale d'Abou Dhabi organisée en décembre 2016 et la fondation ALIPH (Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit), la France agit concrètement, en collaboration étroite avec l'UNESCO qui siège au conseil de la fondation.

Je souhaite également souligner que la liberté d'expression et la sécurité des journalistes constituent un axe important de l'engagement de la France au côté de l'UNESCO. Je tiens à saluer l'action de l'organisation, notamment en tant que coordonnatrice du «Plan d'action des Nations unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité».

Nous continuerons à mettre en oeuvre toutes ces priorités avec l'UNESCO et avec tous ceux qui partagent les mêmes objectifs. La France fait le choix du multilatéralisme pour répondre aux défis globaux qui sont face à nous. La légitimité, l'efficacité de notre action exige une coordination aussi inclusive que possible.

Je vous adresse mes vœux de plein succès pour la 39ème session de la Conférence générale. Je vous remercie de votre attention et je souhaite à nouveau à Audrey Azoulay mes meilleurs vœux de succès et de réussite à la tête de cette belle organisation. Merci./.